

Le Monde

« La petite taxe proposée par la Commission européenne rapporterait chaque année jusqu'à 57 milliards d'euros »

Pour sortir de la crise, il est urgent de combattre la spéculation et d'adopter la taxe européenne sur les transactions financières, rappellent, dans une tribune au « Monde », cinquante-huit députés des groupes Horizons, LIOT, Modem et Renaissance.

Publié aujourd'hui à 13h30

La colère exprimée par nos agriculteurs face à l'augmentation prévue des taxes sur le gazole révèle une souffrance largement partagée par la population : faut-il que ce soit toujours les mêmes qui payent ? Faut-il augmenter de 10 % une taxe sur l'électricité, mais ne jamais taxer les marchés financiers qui battent régulièrement de nouveaux records ?

Nul ne conteste le besoin de trouver de nouvelles ressources : quand Joe Biden met 400 milliards sur la table pour attirer toute l'industrie verte aux Etats-Unis, nous ne pouvons pas rester sans réagir. Il faut aussi rembourser les aides Covid et dégager de nouveaux moyens pour gagner la bataille du climat : investir dans les transports en commun, financer des aides à l'agriculture, mettre en œuvre enfin un grand plan pluriannuel de rénovation thermique de tous nos bâtiments et alimenter le Fonds d'aide aux pays du Sud, créé lors de la COP28.

Alors que le secteur du bâtiment annonce jusqu'à 150 000 suppressions d'emplois cette année en France, il serait dramatique qu'on accepte ces licenciements. On se souvient qu'en 2007, le Grenelle de l'environnement organisé par Jean-Louis Borloo avait débouché sur un consensus fort conduisant à la volonté « de réhabiliter sur la période 2010-2017 les logements de 300 000 propriétaires occupants modestes en situation de forte précarité énergétique ».

Une réponse juste, rapide et efficace

Hélas, dix-sept ans plus tard, seules 13 000 rénovations performantes sont réalisées chaque année... Des millions de nos concitoyens sont dans une situation de grande précarité énergétique, la balance commerciale de la France accuse un déficit colossal à cause de nos achats de gaz et de pétrole, et les climatologues sont tétanisés par la concentration de CO₂ dans l'atmosphère qui augmente aujourd'hui trois fois plus vite que dans les années 1960 ou 1970.

Pour éviter ces licenciements et pour répondre à l'urgence climatique, il faut immédiatement trouver de nouveaux moyens, en répondant en même temps à la demande de justice fiscale qui émane de tous nos territoires.

Une réponse juste, rapide et efficace est la création d'une taxe européenne sur les transactions financières. C'est une demande de l'ensemble du Parlement européen qui a voté trois rapports sur ce sujet en trois ans. La petite taxe (0,1 %) proposée depuis 2011 par la Commission européenne, rapporterait chaque année jusqu'à 57 milliards d'euros.

Comme le rappelle l'économiste Gunther Capelle-Blancard, la taxe sur les transactions financières (TTF) présente tous les atouts qui font un bon impôt : « Elle est peu distorsive, ses recettes fiscales sont potentiellement élevées et les frais de recouvrement minimes ; elle a en outre un effet redistributif ».

La France bloque la négociation

Le Parlement européen, comme la Commission européenne, ne cessent d'insister pour sa mise en place rapide. La voix de la France est essentielle pour débloquer la coopération renforcée qui a été lancée pour créer cette TTF.

Depuis des années, en effet, la France bloque la négociation, n'acceptant qu'une taxe qui ne concernerait que 1 % des transactions financières (comme la TTF existant déjà en France). Cette taxe au rabais est refusée par nos voisins, mais l'urgence climatique et le risque de délocalisations massives dans notre industrie sont tellement évidents que la France doit

aujourd'hui débloquer la négociation, en acceptant la solution proposée par la Commission européenne et le Parlement européen.

Que ce soit pour réconcilier les pays du Sud avec les pays du Nord, réconcilier les peuples d'Europe avec leurs dirigeants, renforcer nos politiques climat, lutter contre les délocalisations, et aider toutes celles et ceux qui souffrent de l'inflation, il est urgent de taxer la spéculation.

Premiers signataires : Paul Christophe (Nord, Horizons) ; Sandrine Le Feur (Finistère, Renaissance) ; Gilles Le Gendre (Paris, Renaissance) ; Philippe Latombe (Vendée, Modem) ; Delphine Lingemann (Val-d'Oise, Modem) ; Christophe Naegelen (Vosges, Libertés, indépendants, outre-mer et territoires/LIOT) ; Bertrand Pancher (Meuse, président du groupe LIOT) ; Jimmy Pahun (Morbihan, Modem) ; Cécile Rilhac (Paris, Renaissance) ; Anne-Cécile Violland (Haute-Savoie, Horizons) ; Jean-Marc Zulesi (Bouches-du-Rhône, Renaissance).

Liste complète des signataires [ici](#).